

Une étude récente décrypte les résultats électoraux dans 210 quartiers français.

Zones urbaines sensibles: des électeurs comme les autres

Par **CHRISTINE FAUVELLE-AYMAR, ABEL FRANÇOIS et PATRICIA VORNETTI** du Laboratoire d'économie publique, université Paris-I.

Les violences urbaines de ces dernières semaines expriment avec brutalité le profond malaise des banlieues. Elles ont choqué par leur ampleur, mais également du fait de la jeunesse de leurs auteurs, des adolescents pour la plupart. Des adolescents mineurs qui n'ont donc pas accès à cet autre moyen d'expression, plus pacifique, que constitue le vote. On peut alors se demander si l'utilisation que les électeurs des quartiers sensibles font de leur droit de vote reflète elle aussi les difficultés socio-économiques de ces territoires.

On sait en fait très peu de chose des comportements électoraux des habitants des quartiers sensibles. Une étude récente menée au sein du Laboratoire d'économie publique de l'université Paris-I pour le compte de la Délégation interministérielle à la ville et de l'Observatoire national des ZUS tente de nous en apprendre davantage.

Cette étude porte sur les résultats électoraux enregistrés dans un peu plus du quart des zones urbaines sensibles (soit 210 ZUS) lors de la présidentielle de 2002. Elle révèle qu'il existe bel et bien un « vote ZUS », marqué par un certain nombre de particularités. Les électeurs des ZUS utilisent ainsi moins que les autres leur droit de vote: ils sont en effet significativement plus abstentionnistes que la moyenne nationale. Au premier tour de la présidentielle de 2002, plus d'un électeur sur trois inscrits en ZUS n'a pas pris part au scrutin (36 %) contre moins de trois sur dix au niveau national (28,4 %). Le sursaut de mobilisation observé au second tour a été un peu plus vigoureux dans les ZUS que dans l'ensemble du territoire, mais le taux d'abstention y reste supérieur de plus de 5,5 points au taux national.

Ce constat d'une abstention plus forte dans les ZUS se retrouve dans la comparaison avec les taux relevés dans les communes dans lesquelles elles se situent: l'écart des taux d'abstention est en moyenne de plus de 5 points au premier tour, de plus de 4 au second. Notons que, parmi les 10 ZUS les moins abstentionnistes de l'échantillon, plus de la moitié appartiennent aux plus grandes villes françaises (Paris, Lyon, Marseille).

Par les choix qu'ils expriment quand ils se rendent aux urnes, les habitants des ZUS témoignent également d'un comportement différent de celui de l'électeur français moyen, tout du moins à l'égard des partis modérés. Ils votent moins pour la droite modé-

re trop faible pour être significative, notamment pour l'extrême droite.

Scores des familles politiques à la présidentielle de 2002 (% des suffrages exprimés):

	ZUS	France	ZUS/ France
Extrême gauche	12,14	10,44	+1,70
Gauche	42,64	32,45	+10,19
Droite	24,66	37,93	-13,27
Extrême droite	20,54	19,20	+1,34

Le déficit de voix pour la droite modérée dans les ZUS persiste quand on compare les scores qu'elle y enregistre à ceux qu'elle obtient dans leurs communes d'appartenance (l'écart moyen vaut près de 10 points) et c'est la seule famille politique pour laquelle s'observe une divergence notable. Par ailleurs, l'examen de la distribution spatiale des ZUS en fonction des scores des différentes familles confirme des résultats connus en matière de géographie électorale française. Les ZUS dans lesquelles l'extrême droite réalise ses meilleurs scores se trouvent toutes en Alsace et en région Paca, régions où se situent également les ZUS qui votent le moins à gauche (extrême ou modérée).

La droite modérée est la seule à réaliser dans les ZUS un score inférieur à celui qu'elle obtient nationalement. Le vote aux extrêmes y est plus répandu, mais la différence est trop faible pour être significative.

Si les scores nationaux des trois principaux candidats du premier tour avaient correspondu à ceux qu'ils ont enregistrés dans les ZUS, le séisme du 21 avril aurait bien eu lieu, mais il n'aurait pas fait la même victime. L'ordre dans lequel les électeurs des ZUS ont classé Chirac, Jospin et Le Pen est en effet l'exact inverse de celui qui a prévalu au plan national, Jospin arrivant en tête dans les ZUS avec plus de 21 % des voix, suivi de Le Pen (18 %) puis de Chirac (qui n'atteint pas 15 %). L'analyse globale des comportements électoraux dans l'échantillon de ZUS fait donc apparaître une spécificité marquée du vote ZUS. Cependant, si l'on y regarde de plus près, on constate en même temps de fortes divergences entre les ZUS. Ces dernières se partitionnent en fait en quatre sous-groupes homogènes dont la singularité en matière électorale se révèle couplée à des caractéristiques socio-économiques spécifiques.

Un premier groupe, le plus nombreux de l'échantillon, est formé des ZUS dans lesquelles la gauche modérée enregistre ses

meilleurs scores. Ces ZUS ont voté plus que la moyenne pour la droite modérée. Comme les précédentes, ces ZUS connaissent un chômage plus faible, les emplois sont moins précaires et les diplômés plus nombreux que la moyenne. Cependant, les revenus primaires ne diffèrent guère de leur niveau moyen. La part des nouveaux arrivants dans la population y est supérieure à la moyenne, tout comme celle des locataires du domaine privé. Ces ZUS se situent surtout à l'est et au sud de la France ainsi qu'en banlieue parisienne.

Dans un troisième groupe de ZUS, la prépondérance du vote d'extrême droite va de pair avec des scores significativement inférieurs à la moyenne pour chacune des trois autres familles politiques. Ces ZUS connaissent une situation socio-économique particulièrement dégradée avec un fort taux de chômage, notamment des jeunes, et une surreprésentation des non-diplômés et des ouvriers. Logiquement, les revenus primaires des habitants sont alors inférieurs à leur niveau moyen.

Le dernier groupe rassemble des ZUS qui votent plus que la moyenne pour l'extrême gauche. Du point de vue socio-économique,

ces ZUS sont assez proches des ZUS d'extrême droite, mais leur population est plus jeune que la moyenne, la mobilité résidentielle y est plus forte et les locataires HLM proportionnellement plus

nombreux.

Cette typologie électorale des ZUS laisse entrevoir que leurs caractéristiques socio-économiques jouent un rôle dans l'explication des comportements électoraux qu'on y observe. Pour préciser ce rôle et isoler l'influence propre de chaque facteur, nous avons procédé à une analyse économétrique dont nous avons confronté les résultats à ceux généralement obtenus par les études du comportement électoral. Il en ressort que les facteurs qui sont à l'œuvre dans les choix électoraux des habitants des ZUS sont tout à fait classiques. Quand ils décident de se rendre aux urnes ou de s'abstenir, quand ils choisissent d'apporter leur voix à tel candidat plutôt qu'à tel autre, ils réagissent globalement aux mêmes facteurs que ceux qui déterminent le comportement de l'ensemble des électeurs français.

Autrement dit, dans les ZUS comme ailleurs, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Dans les ZUS comme ailleurs, le vote aux extrêmes par exemple est plus répandu

Les violences urbaines de ces dernières semaines expriment avec brutalité le profond malaise des banlieues. Elles ont choqué par leur ampleur, mais également du fait de la jeunesse de leurs auteurs, des adolescents pour la plupart. Des adolescents mineurs qui n'ont donc pas accès à cet autre moyen d'expression, plus pacifique, que constitue le vote. On peut alors se demander si l'utilisation que les électeurs des quartiers sensibles font de leur droit de vote reflète elle aussi les difficultés socio-économiques de ces territoires.

On sait en fait très peu de chose des comportements électoraux des habitants des quartiers sensibles. Une étude récente menée au sein du Laboratoire d'économie publique de l'université Paris-I pour le compte de la Délégation interministérielle à la ville et de l'Observatoire national des ZUS tente de nous en apprendre davantage.

Cette étude porte sur les résultats électoraux enregistrés dans un peu plus du quart des zones urbaines sensibles (soit 210 ZUS) lors de la présidentielle de 2002. Elle révèle qu'il existe bel et bien un « vote ZUS », marqué par un certain nombre de particularités. Les électeurs des ZUS utilisent ainsi moins que les autres leur droit de vote: ils sont en effet significativement plus abstentionnistes que la moyenne nationale. Au premier tour de la présidentielle de 2002, plus d'un électeur sur trois inscrits en ZUS n'a pas pris part au scrutin (36 %) contre moins de trois sur dix au niveau national (28,4 %). Le sursaut de mobilisation observé au second tour a été un peu plus vigoureux dans les ZUS que dans l'ensemble du territoire, mais le taux d'abstention y reste supérieur de plus de 5,5 points au taux national.

Ce constat d'une abstention plus forte dans les ZUS se retrouve dans la comparaison avec les taux relevés dans les communes dans lesquelles elles se situent: l'écart des taux d'abstention est en moyenne de plus de 5 points au premier tour, de plus de 4 au second. Notons que, parmi les 10 ZUS les moins abstentionnistes de l'échantillon, plus de la moitié appartiennent aux plus grandes villes françaises (Paris, Lyon, Marseille).

Par les choix qu'ils expriment quand ils se rendent aux urnes, les habitants des ZUS témoignent également d'un comportement différent de celui de l'électeur français moyen, tout du moins à l'égard des partis modérés. Ils votent moins pour la droite modérée et davantage pour la gauche modérée que l'ensemble des électeurs nationaux, mais votent dans des proportions très proches pour les extrêmes (voir tableau). Des familles politiques considérées, la droite modérée est ainsi la seule à réaliser, dans les ZUS, un score inférieur à celui qu'elle obtient nationalement. Les suffrages qu'elle « perd » dans les ZUS sont, pour plus des trois quarts, gagnés par la gauche modérée. Le vote aux extrêmes est certes plus répandu dans les ZUS que sur l'ensemble du territoire, mais la différence est

trop faible pour être significative, notamment pour l'extrême droite.

Scores des familles politiques à la présidentielle de 2002 (% des suffrages exprimés):

	ZUS	France	ZUS/France
Extrême gauche	12,14	10,44	+1,70
Gauche	42,64	32,45	+10,19
Droite	24,66	37,93	-13,27
Extrême droite	20,54	19,20	+1,34

Le déficit de voix pour la droite modérée dans les ZUS persiste quand on compare les scores qu'elle y enregistre à ceux qu'elle obtient dans leurs communes d'appartenance (l'écart moyen vaut près de 10 points) et c'est la seule famille politique pour laquelle s'observe une divergence notable. Par ailleurs, l'examen de la distribution spatiale des ZUS en fonction des scores des différentes familles confirme des résultats connus en matière de géographie électorale française. Les ZUS dans lesquelles l'extrême droite réalise ses meilleurs scores se trouvent toutes en Alsace et en région Paca, régions où se situent également les ZUS qui votent le moins à gauche (extrême ou modérée).

La droite modérée est la seule à réaliser dans les ZUS un score inférieur à celui qu'elle obtient nationalement. Le vote aux extrêmes y est plus répandu, mais la différence est trop faible pour être significative.

Si les scores nationaux des trois principaux candidats du premier tour avaient correspondu à ceux qu'ils ont enregistrés dans les ZUS, le séisme du 21 avril aurait bien eu lieu, mais il n'aurait pas fait la même victime. L'ordre dans lequel les électeurs des ZUS ont classé Chirac, Jospin et Le Pen est en effet l'exact inverse de celui qui a prévalu au plan national, Jospin arrivant en tête dans les ZUS avec plus de 21 % des voix, suivi de Le Pen (18 %) puis de Chirac (qui n'atteint pas 15 %). L'analyse globale des comportements électoraux dans l'échantillon de ZUS fait donc apparaître une spécificité marquée du vote ZUS. Cependant, si l'on y regarde de plus près, on constate en même temps de fortes divergences entre les ZUS. Ces dernières se partitionnent en fait en quatre sous-groupes homogènes dont la singularité en matière électorale se révèle couplée à des caractéristiques socio-économiques spécifiques.

Un premier groupe, le plus nombreux de l'échantillon, est formé des ZUS dans lesquelles la gauche modérée enregistre ses meilleurs scores alors que chacune des trois autres familles politiques obtient un score inférieur à son score moyen. Ces ZUS font partie des moins défavorisées sur le plan socio-économique avec un taux d'emploi plus élevé, une population plus diplômée et des revenus primaires plus importants que la moyenne. Ce premier type de ZUS se rencontre essentiellement dans les quartiers populaires des grandes métropoles, de la banlieue parisienne tout particulièrement.

Le deuxième groupe de ZUS renferme celles

qui votent plus que la moyenne pour la droite modérée. Comme les précédentes, ces ZUS connaissent un chômage plus faible, les emplois y sont moins précaires et les diplômés plus nombreux que la moyenne. Cependant, les revenus primaires ne diffèrent guère de leur niveau moyen. La part des nouveaux arrivants dans la population y est supérieure à la moyenne, tout comme celle des locataires du domaine privé. Ces ZUS se situent surtout à l'est et au sud de la France ainsi qu'en banlieue parisienne.

Dans un troisième groupe de ZUS, la prépondérance du vote d'extrême droite va de pair avec des scores significativement inférieurs à la moyenne pour chacune des trois autres familles politiques. Ces ZUS connaissent une situation socio-économique particulièrement dégradée avec un fort taux de chômage, notamment des jeunes, et une surreprésentation des non-diplômés et des ouvriers. Logiquement, les revenus primaires des habitants sont alors inférieurs à leur niveau moyen.

Le dernier groupe rassemble des ZUS qui votent plus que la moyenne pour l'extrême gauche. Du point de vue socio-économique, ces ZUS sont assez proches des ZUS d'extrême droite, mais leur population est plus jeune que la moyenne, la mobilité résidentielle y est plus forte et les locataires HLM proportionnellement plus

nombreux. Cette typologie électorale des ZUS laisse entrevoir que leurs caractéristiques socio-économiques jouent un rôle dans l'explication des comportements électoraux qu'on y observe. Pour préciser ce rôle et isoler l'influence propre de chaque facteur, nous avons procédé à une analyse économétrique dont nous avons confronté les résultats à ceux généralement obtenus par les études du comportement électoral. Il en ressort que les facteurs qui sont à l'œuvre dans les choix électoraux des habitants des ZUS sont tout à fait classiques. Quand ils décident de se rendre aux urnes ou de s'abstenir, quand ils choisissent d'apporter leur voix à tel candidat plutôt qu'à tel autre, ils réagissent globalement aux mêmes facteurs que ceux qui déterminent le comportement de l'ensemble des électeurs français.

Autrement dit, dans les ZUS comme ailleurs, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Dans les ZUS comme ailleurs, le vote aux extrêmes par exemple est plus répandu quand la population est plus ouvrière. On ne peut donc pas voir dans la spécificité des résultats électoraux enregistrés dans les ZUS la conséquence d'une quelconque particularité de leurs habitants en matière électorale. Elle n'est que le produit de la singularité des ZUS. Le vote ZUS traduit les difficultés socio-économiques de ces territoires et ne traduit que cela. Si les ZUS sont, de toute évidence, des territoires particuliers, les électeurs des ZUS sont, eux, des électeurs comme les autres. ◀